



APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ
**LES ORIENTATIONS DU PRÉSIDENT TEBBOUNE
 PERMETTENT D'ÉVITER LES PÉNURIES**

P.6

LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien national d'information

Jeudi 26 septembre 2024 - N°: 217 - Prix:10 DA



BATNA
**60.000 T DE
 CLINKER
 EXPORTÉES
 PAR SCIMAT
 DEPUIS DÉBUT
 2024**

P.7

LARBAOUI PRÉSIDE UNE RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le suivi de la rentrée scolaire et universitaire au menu



Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la rentrée scolaire et universitaire, ainsi qu'à l'examen de projets de décrets exécutifs relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

LIRE EN PAGES 3

CONSEIL DE
 SÉCURITÉ DE L'ONU



ATTAF PRÉSIDE
 UNE RÉUNION DES
 MAE DU GROUPE A3

P.2



P.9

DGDSE

LE NOUVEAU DG INSTALLÉ DANS SES FONCTIONS

P.16



SUITE À SA RÉÉLECTION POUR UN 2^e MANDAT

Le président Tebboune félicité par plusieurs dirigeants

Le Chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne, M. Olaf Scholz, a adressé un message de félicitations au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa réélection pour un second mandat présidentiel, a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République.

Le Chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne, M. Olaf Scholz, a félicité le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa réélection pour un second mandat en tant que président de la République algérienne démocratique et populaire, assurant que le Gouvernement allemand est disposé à approfondir les relations bilatérales entre l'Algérie et l'Allemagne", lit-on dans le communiqué.

Par ailleurs, le président de la République de Roumanie, M. Klaus Iohannis, a adressé un message de félicitations au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa réélection pour un second mandat, indique, hier, un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République de Roumanie, M. Klaus Iohannis, a adressé un message de félicitations au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa réélection pour un second mandat lors de la Présidence tenue le 7 septembre 2024", lit-on dans le communiqué. "Le Président roumain a réaffirmé à M. le Président, sa conviction que les relations de coopération et d'amitié entre les deux pays continueront de se développer au service des deux peuples, lui souhaitant ainsi qu'au peuple algérien davantage de prospérité", selon la même source.

Le roi du Danemark, Frederik André Henrik Christian, a également félicité le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa ré-



élection pour un second mandat, a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République. "Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes vives félicitations à l'occasion de votre réélection en tant que président de la République algérienne démocratique et populaire", lit-on dans le message de félicitations. "Je vous fais part, Monsieur le Président, de ma satisfaction quant au niveau positif des relations bilaté-

rales entre les deux pays, vous assurant de ma disponibilité à œuvre à leur pérennité. Je vous souhaite, ainsi qu'au peuple algérien, davantage de prospérité et de bien-être", a ajouté le roi du Danemark, selon le communiqué. Par ailleurs, le président de la République démocratique du Congo, M. Félix-Antoine Tshisekedi, a félicité le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa réélection

pour un second mandat, soulignant la volonté de son Gouvernement de renforcer les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays, indique hier un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République démocratique du Congo, M. Félix-Antoine Tshisekedi, a félicité, au nom du peuple congolais et en son nom, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa

réélection, la qualifiant de témoignage éloquent de la confiance placée en lui par le peuple algérien", lit-on dans le communiqué. A cette occasion, le président congolais a souligné "la volonté de son Gouvernement de renforcer les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays, adressant à Monsieur le Président ses vœux de bonne santé et de plein succès dans ses missions", ajoute le communiqué.

Conseil de sécurité Attaf préside une réunion des MAE du groupe A3+

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a présidé à New York une réunion des ministres des Affaires étrangères du groupe A3+ tenue à l'initiative de l'Algérie, a indiqué hier un communiqué du ministère. Le groupe A3+ comprend les trois pays africains membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (Algérie, Sierra Leone et Mozambique), ainsi que le Guyana, qui a des liens de solidarité historiques avec le continent africain. La Somalie a également pris part à cette réunion en prévision de son mandat au Conseil de sécurité qui débutera le 1er janvier 2025, succédant au Mozambique, selon le communiqué. "Tenue à l'initiative de l'Algérie, qui assure la coordination du groupe, cette réunion a permis de renouveler l'engagement en faveur de la poursuite de la concertation régulière et de la coordination étroite sur les différentes questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, et d'examiner les moyens de préserver ce mécanisme de concertation et de le rendre plus performant et plus cohérent", a précisé la même source. Cette rencontre s'inscrit également "dans le cadre des préparatifs de la prochaine édition de la Conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, prévue début décembre à Oran", a ajouté le communiqué, soulignant que "la création du groupe A3 constitue l'un des acquis majeurs du processus d'Oran+ lancé il y a plus de 10 ans".



70E ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION Lancement d'un concours pour la réalisation d'œuvres audiovisuelles

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit a annoncé, hier, le lancement d'un concours national pour la réalisation d'œuvres audiovisuelles historiques destiné aux établissements spécialisés, et ce, dans le cadre de la commémoration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération. Le ministère a précisé sur son site officiel que ce concours concernait les longs métrages documentaires, les courts métrages historiques, les séries, les capsules et les séries d'animation historiques. Les projets doivent aborder la période de la résistance populaire, le mouvement national ou la guerre de libération, a souligné le ministère, qui a invité les établissements spécialisés à "soumettre leurs projets au Centre national d'études et de recherche sur la résistance populaire, le mouvement national et la Révolution du 1er Novembre 1954, dans un délai n'excédant pas 15 jours". Pour être retenus, les projets doivent "présenter une nouvelle approche sur la Révolution de libération,



dans sa symbolique, sa stratégie politique et militaire, sa mobilisation populaire et son action médiatique et diplomatique" et "réfléter les valeurs humaines nobles et la dimension mondiale de la Révolution de libération", selon la même source. Les éta-

blissements intéressés par ce concours doivent télécharger son programme et son règlement et consulter les conditions techniques et administratives sur le site web www.m-moudjahidine.dz. Les œuvres éligibles seront soumises à un jury spécialisé.

35E SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UIPA Boughali y prend part

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) et président de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), M. Brahim Boughali est arrivé au Caire pour présider les travaux de la 35e session extraordinaire du Comité exécutif de l'UIPA, consacrés à l'examen de la situation en Palestine, a indiqué hier un communiqué de la chambre basse du Parlement. A son arrivée à l'aéroport international du Caire, M. Boughali a été accueilli par M. Hanafi Jebali, président de la Chambre des représentants de la République arabe d'Égypte, accompagné de M. Ahmed Saad El-Din, vice-premier président de la Chambre des représentants égyptienne et de M. Ahmed Bin Alawi Hafidh Baaboud, secrétaire général de l'UIPA.

LARBAOUI PRÉSIDE UNE RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le suivi de la rentrée scolaire et universitaire au menu

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la rentrée scolaire et universitaire, ainsi qu'à l'examen de projets de décrets exécutifs relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 25 septembre 2024, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la rentrée scolaire et universitaire, ainsi qu'à l'examen d'un projet de décret exécutif fixant les conditions et les procédures d'agrément, de fonctionnement et de contrôle des établissements privés d'éducation et d'enseignement, visant à améliorer la qualité de l'enseignement et les conditions de scolarisation, et à promouvoir les normes techniques et pédagogiques applicables à l'investissement privé dans le domaine éducatif, et à assurer la complémentarité avec le secteur public à travers la consécration de la loi d'orientation sur l'éducation nationale comme une référence fondamentale pour l'activité de ces établissements", lit-on dans le même communiqué.

"Par ailleurs, et en application des directives de monsieur le Président de la République relatives à

l'organisation du commerce extérieur, le Gouvernement a examiné les moyens de renforcement du cadre réglementaire relatif à la protection et à la promotion de l'économie nationale à travers la régulation des importations et des exportations et la consolidation des équilibres économiques afin d'éviter tout déséquilibre du marché national", précisent les Services du Premier ministre.

"Dans le même cadre, le Gouvernement a parachevé l'examen du projet de décret exécutif relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail, visant le renforcement du cadre réglementaire régissant la profession du commissionnaire en douane, et à renforcer sa contribution aux efforts de développement des services des douanes. Enfin, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'acquisition du logement promotionnel public", conclut le même communiqué.



SOUS-TRAITANCE

200 PME en mesure de servir l'industrie automobile

Plus de 200 PME algériennes sont en mesure de servir l'industrie automobile locale dans le cadre de la sous-traitance, a indiqué le président de la Bourse algérienne de sous-traitance et de partenariat (BASTP), Kamel Agsous, soulignant la nécessité d'une meilleure visibilité pour améliorer leurs offres techniques. "Avec toutes les faiblesses encore à surmonter par les PME de sous-traitance, nous considérons que 200 d'entre elles sont potentiellement en mesure de servir l'industrie automobile. Sur les 200, une centaine est prête dès lors que la fabrication de véhicules sera effective", a déclaré M. Agsous dans un entretien à l'APS. Pour la centaine restante, le processus d'homologation par les constructeurs va leur permettre de lancer les chantiers nécessaires à la modernisation de leur management, leur mode de fabrication et l'introduction des technologies "up to date" nécessaires pour répondre aux exigences de qualité et de sécurité du secteur automobile, souligne le président de la BASTP. Selon lui, à l'exception du moteur, l'ensemble des composants d'un véhicule (environ 3.000) pourront être fournis par les sous-traitants algériens, sur une durée moyenne de trois à cinq ans dès lors que les conditions nécessaires seront réunies. Il s'agit principalement d'avoir une visibilité sur le marché de l'automobile en Algérie, notamment en ce qui concerne l'offre attendue des constructeurs automobiles sur "au moins les cinq prochaines années". "Les PME de sous-traitance locales sont pour certaines déjà en mesure de répondre à cette industrie naissante, mais ont besoin de cette visibilité pour améliorer leurs offres techniques et surtout permettre à de nouveaux arrivants d'investir ce sec-



teur en connaissance de cause", soutient-il. La deuxième condition majeure pour assurer une continuité de la fourniture de produits à ce secteur est la nécessité de la "mise à niveau" du tissu industriel national en général et celui de la sous-traitance en particulier, ajoute M. Agsous expliquant que ce processus devrait mettre cette activité aux standards internationaux en matière de qualité, de coût, de délais et de management.

Dans ce sens, le président de la BASTP estime que les partenariats avec les équipementiers étrangers pouvaient accélérer ce processus de fourniture de pièces de qualité. Ces partenariats pourraient prendre plusieurs formes allant du simple transfert technologique et de savoir-faire à un partenariat capitalistique sous forme de joint-venture entre entreprises étrangères et PME de sous-traitance nationale, explique-t-il.

Bourse d'Alger

Un nouvel intermédiaire agréé par la Cosob



La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a annoncé, hier, dans un communiqué, l'octroi d'un agrément au profit de la société "Invest Market SPA" en qualité d'intermédiaire en opérations de Bourse (IOB). Cet agrément autorise la société d'exercer les activités de négociation pour compte propre, négociation pour compte de tiers, conseil en placement de valeurs mobilières, placement de valeurs mobilières et de produits financiers, gestion individuelle de portefeuille en vertu d'un mandat, conseil aux entreprises en matière de structure de capital, de fusion et de rachat d'entreprises, indique la même source. Par ailleurs, la Cosob a annoncé aussi l'autorisation de deux nouveaux acteurs à exercer l'activité de promoteur en Bourse : la société "Finabi" et la société "Invest Market". Le rôle du promoteur en Bourse consiste à accompagner les entreprises souhaitant faire leur entrée en Bourse. "Cette activité contribue à dynamiser le marché et à élargir l'offre d'investissement", explique la commission. Selon la Cosob, "l'arrivée de ces nouveaux acteurs témoigne de l'attractivité croissante du marché financier et de sa dynamique actuelle".

BOUIRA

Formation de guides en tourisme à partir de vendredi

Deux sessions de formation sous le thème "Le rôle du guide touristique en zones montagneuses", et "la photographie touristique", seront lancées à partir de vendredi prochain à Bouira au profit de 100 jeunes issus de 17 wilayas du pays, a-t-on appris hier auprès de la direction de tourisme.



Initiées à l'occasion de la Journée internationale du tourisme (27 septembre), ces deux sessions seront organisées à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) de la ville de Haizer (Est de Bouira) avec la participation de 100 jeunes. La formation qui s'étalera sur deux jours concernent des jeunes issus de plusieurs wilayas comme Blida, Bouira, Tamenrasset, Tizi-Ouzou, Skikda, Anaba, Bordj Bou Arreridj, Khenchla, Souk Ahras, Batna et Tlemcen. Elle s'articulera sur le rôle du guide touristique en zones montagneuses, ainsi que sur la photographie touristique, a

expliqué à l'APS la directrice du tourisme et de l'artisanat, Samira Moumen. Elle a ajouté, en outre, que l'arrivée des 100 jeunes participants aura lieu demain (jeudi) au camp de jeunes de Tiledit à Bechloul (Est de Bouira), alors que le coup d'envoi des deux sessions de formation sera donné vendredi matin à l'INSFP Amroun Saïd de la ville de Haizer. Outre le volet pédagogique, il est prévu pendant ces deux sessions de formation, l'organisation d'activités culturelles ainsi que de visites guidées à Hamam Ksana, Dirah et Tikjda, encadrées par des agents du Parc national du Djurdjura (PND) au profit de ces jeunes.

Les formateurs auront à "sensibiliser les participants sur le rôle des guides et des accompagnateurs touristiques dans la préservation du patrimoine touristique en montagne, sur l'importance de la photographie touristique, et la préservation des milieux naturels et de leur biodiversité", a-t-elle souligné. Des randonnées pédestres sont également programmées dans le cadre de ces sessions de formation, qui seront clôturées par une visite guidée au village touristique Ighil Imoula, "une localité touristique en voie de restauration" sise dans la wilaya voisine de Tizi-Ouzou, a fait savoir Mme Moumen.

viande congelée impropre à la consommation Saisie de plus de 14 quintaux à Boumerdes

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de Boumerdes, ont procédé à la saisie de plus de 14 quintaux de viande congelée impropre à la consommation et à l'arrestation de quatre (4) suspects, a indiqué hier un communiqué du même corps de sécurité. "Dans le cadre de la lutte contre la fraude et le commerce illégal, les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de Boumerdes ont procédé à la saisie d'une importante quantité de produits impropres à la consommation humaine", précise le communiqué. L'opération s'est soldée par "la saisie de 14,5 quintaux de viande congelée et d'une somme d'argent estimée à 740 millions centimes outre l'arrestation de quatre (4) individus et la saisie de deux (2) camions et d'un (1) véhicule", selon la même source.

Blida Remise en service du complexe hydraulique

Le complexe hydraulique de la région de Megtaâ Lazreg, wilaya de Blida, alimentant en eau potable cinq (5) communes, a repris du service, hier, après un arrêt d'urgence dû à la turbidité de l'eau en raison des pluies, a-t-on appris auprès de l'unité de Blida de l'Algérienne des eaux (ADE). L'alimentation en eau potable (AEP) a repris dans cinq communes de la région Est de Blida, à savoir Bougara, Ouled Slama, Hammam Melouane, Bouinane et Chebli, suite à la remise en service du complexe hydraulique de Megtaâ Lazreg (Hammam Melouane), dont l'arrêt d'activité était dû à la turbidité de l'eau et pour préserver la santé publique, a-t-on ajouté de même source. A noter qu'une perturbation dans l'AEP est également intervenue mercredi dans la commune de Bouârfa en raison d'une panne des équipements de production, dont la réparation est actuellement en cours par les équipes techniques, selon l'ADE de Blida, qui a assuré que la distribution d'eau potable reprendra dans les plus brefs délais.

Accidents de la route 49 morts et 1550 blessés en une semaine



Quarante-neuf (49) personnes sont décédées et 1550 autres ont été blessées dans 1264 accidents de la route survenus durant la période du 15 au 21 septembre à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi dernier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset où six personnes sont décédées et dix autres ont été blessées dans neuf accidents de la route, précise la même source. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 2199 interventions pour l'extinction de 1565 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger, Blida et Tizi-Ouzou. Par ailleurs, 5547 interventions effectuées, durant la même période, ont permis le sauvetage de 337 personnes en situation de danger.

CAMPS DE RÉFUGIÉS PRÈS DE TINDOUF

Remise d'un lot d'aides alimentaires



Un lot d'aides alimentaires et logistiques a été remis aux réfugiés sahraouis suite aux inondations ayant touché les camps de réfugiés près de Tindouf, a-t-on appris mardi dernier des services de la wilaya. S'exprimant lors d'un point de presse tenu à cette occasion, le wali de Tindouf, Mustapha Dahou, a indiqué que "cette action de solidarité intervient en application des instructions des hautes autorités du pays visant à assurer une intervention d'urgence en vue de prendre en charge les sinistrés des récentes intempéries parmi les réfugiés sahraouis signalant que des caravanes similaires arriveront incessamment dans la région". Et d'ajouter que cet élan de solidarité avec les frères sahraouis intervient après les intempéries enregistrées dernièrement dans la région, et surtout le camp de réfugiés sahraouis de Dakhla. Ciblent environ 200 familles sahraouies touchées par les intempéries, cette caravane comprenant notamment 200 tentes et 300 couvertures, en plus de diverses denrées alimentaires, don de la wilaya de Tindouf et des organismes humanitaires, a-t-on ajouté de même source.

Oum El Bouaghi Don japonais d'équipements médicaux

L'ambassadeur du Japon en Algérie, Kono Akira, a présidé mardi dernier dans la commune d'Aïn M'lila, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi une cérémonie de remise d'un don d'équipements d'ophtalmologie au profit de l'association El Amel dont le siège se trouve dans cette collectivité locale. Ces équipements placés à la clinique ophtalmologique qui se trouve au siège de l'association pour servir à assurer des consultations spécialisées en ophtalmologie au profit des personnes démunies sont, entre autres, un appareil d'optométrie, un ophtalmoscope et une meuleuse de verre optique. Dans une allocution au cours de la cérémonie tenue à l'occasion, l'ambassadeur japonais a émis l'espoir de voir ce projet contribuer à "approfondir l'amitié et la coopération bilatérale entre l'Algérie et le Japon".



PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL MATÉRIEL ET IMMATÉRIEL

La commission multisectorielle installée

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a présidé, mardi dernier, à Alger, l'installation de la commission multisectorielle chargée de la mise en place d'une feuille de route pour la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel de l'Algérie contre les tentatives d'usurpation et d'appropriation de ce pan de la mémoire nationale.

Chargée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, la ministre de la Culture et des Arts a procédé, au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, à l'installation de la Commission nationale multisectorielle chargée de "la mise en place d'une feuille de route pour la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel contre les tentatives d'usurpation et d'appropriation illégales de ce pan de la mémoire nationale qui fait partie intégrante de la sécurité nationale". Cette commission "s'attèlera, à travers les grands axes de la stratégie qui entrera en vigueur dans les plus brefs délais, à l'actualisation de l'arsenal juridique", a précisé Mme Mouloudji, soulignant que "la mouture actualisée de la loi 98-04 relative à la protection du patrimoine culturel est quasi prête". "Le texte ayant été modifié à plus de 50%, nous allons sortir avec une nouvelle loi selon les normes législatives", a-t-elle dit, évoquant "plusieurs décrets exécutifs pour la protection du patrimoine et des biens culturels, la création de secteurs protégés et la récente demande de classification de 45 sites archéologiques et historiques". La commission compte plusieurs secteurs ministériels, dont les Affaires étrangères, l'Éducation, l'Enseignement supérieur, la Communication et le Tourisme, le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), l'Observatoire national de la société civile (ONSC), ainsi que les corps sécuritaires et militaires. La commission "s'emploiera à contrecarrer toutes les tentatives d'usurpation et d'appropriation illégales de notre patrimoine culturel et œuvrera à le récupérer à travers la coopération internationale, l'adhésion de l'Algérie aux conventions internationales auxquelles elle n'a pas encore adhéré et l'étroite coordination avec le ministère des Affaires étrangères pour renforcer



le rôle de la communauté nationale à l'étranger dans la valorisation du patrimoine culturel algérien dans les fêtes religieuses et nationales et les événements culturels", a souligné la ministre. Rappelant que ces deux dernières années,

"l'Algérie a déposé deux dossiers par an auprès de l'UNESCO", Mme Mouloudji a fait savoir que le dossier relatif à la tenue traditionnelle de l'Est algérien sera tranché en décembre 2024 et celui relatif au zellige en 2025. Elle a

également fait état de la préparation de plus de 10 autres dossiers concernant le patrimoine culturel immatériel, et ce, prospectivement pour les dix prochaines années. Et d'ajouter que "le dossier consacré à l'art de la confection de la tenue kabyle et de la fabrication des bijoux kabyles sera déposé en 2025". Concernant la classification du patrimoine culturel matériel au niveau international, la ministre a précisé que son secteur "travaillera de manière proactive afin de rattraper le retard en matière d'inscription, annonçant "l'organisation, le 30 septembre prochain, d'un atelier national, avec l'installation d'équipes techniques chargées de l'actualisation de la liste indicative de l'UNESCO relative au patrimoine culturel matériel". Mme Mouloudji a, par ailleurs, souligné l'importance de la collaboration avec les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour l'intégration du patrimoine culturel dans les programmes scolaires, l'activation des laboratoires de recherche en matière de patrimoine culturel en général et l'ouverture d'instituts de recherche au niveau des wilayas". Quant à la collaboration et à la coopération avec les corps sécuritaires et militaires, la ministre a affirmé que ces corps "sont nos partenaires dans le processus de récupération de plusieurs biens spoliés". "Ces quatre dernières années, nous avons récupéré plus de 30.000 biens culturels à l'intérieur de l'Algérie et 11 biens de l'extérieur, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères", a précisé la ministre.

70^e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE DE LIBÉRATION

Un programme culturel et artistique concocté

Le ministère de la Culture et des Arts a tracé un programme culturel et artistique, dans le cadre des préparatifs de la commémoration du 70^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération, qui prévoit des rencontres sur le cinéma, la mémoire, la littérature de résistance, ainsi des spectacles artistiques et une exposition d'arts plastiques, a indiqué lundi un communiqué du ministère. Dans le cadre des préparatifs de la commémoration du 70^e anniversaire de la glorieuse Révolution du 1^{er} novembre, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a présidé, lundi au siège du ministère, une séance de travail avec les directeurs des établissements sous tutelle, en présence de cadres du ministère, pour faire le point sur l'avancement des préparatifs relatifs aux activités artistiques et culturelles liées à la commémoration de cet anniversaire historique, auquel le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde un grand intérêt et tient à ce qu'il soit célébré à travers un programme à la hauteur de la grandeur de l'évènement, précise le communiqué. Dans ce contexte, Mme Mouloudji a donné des directives concernant la réalisation des projets inscrits dans le cadre du programme de commémoration, mettant l'accent sur la nécessité de redoubler d'efforts en coordination avec tous les établissements chargés de préparer les volets culturels, artistiques et les spectacles prévus pour cette journée historique, note la



même source., Le programme d'activités comprend la tenue du 2^e colloque international "La résistance culturelle en Algérie durant la Guerre de libération", sous le thème "Cinéma et Mémoire", organisé par le Centre algérien du développement du cinéma, du colloque national sur la littérature de résistance en Algérie "La culture face au discours colonial", outre la production et la distribution de huit (8) grandes œuvres théâtrales par le Théâtre national algérien (TNA) Mahied-

dine-Bachtarzi et des théâtres régionaux, sur la lutte du peuple algérien contre le colonialisme français, selon le communiqué. Un spectacle artistique intitulé "le prix de la liberté", produit par l'Opéra d'Alger sur les sacrifices des artistes et des intellectuels algériens durant la Guerre de libération ainsi qu'un opéra "L'épopée des sables" et des tournées artistiques à travers plusieurs wilayas organisées par l'Office national de la Culture et de l'Information (ONCI) sont également prévus.

Concours national "Oum Siham" du récit Fatiha Meziani décroche le 1^{er} prix

L'écrivaine Fatiha Meziani de Tiaret a décroché le premier prix du Concours littéraire national "Oum Siham" pour le récit, dans sa quatrième édition (2024), a-t-on appris, lundi dernier, auprès de l'Association culturelle "Athar El Abirine", initiatrice de cette manifestation culturelle annuelle. Le récit "Le chant de l'espoir" de la conteuse Fatiha Meziani de Tiaret a remporté la première place de ce concours, tandis que les deuxième et troisième places ont respectivement été décernées au récit "L'aliénation de l'âme" de l'écrivaine Benamara Nabila d'Oran et le récit "l'auteur du journal de la liberté" au créateur Abdelbassit Bani de Ain Defla, a déclaré à l'APS le président de l'association Rouane Cherif. L'écrivain Kouider Mimouni d'Oran, qui a remporté la 4^{ème} place pour son récit "Tara" et l'écrivaine Khaoula Saidani de Tébessa pour sa nouvelle "Trauma", qui a remporté la 5^{ème} place de ce concours, seront les invités d'honneur de la cérémonie de remise des prix, a ajouté le romancier Rouane. Les prix de la quatrième édition du concours national "Oum Siham", organisé sous le slogan "L'écriture est engagement et responsabilité", seront remis, le 1^{er} novembre prochain, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération, 1^{er} novembre 1954, selon la même source. Plus de 80 écrivains du genre littéraire du récit venant de différentes wilayas du pays ont participé à cette édition organisée par l'association "Athar El Abirine", en collaboration avec la maison de la culture d'Oran, en août dernier. La regrettée écrivaine Amaria Bilal, connue sous le nom littéraire d'Oum Siham (1939-2021), a laissé un répertoire littéraire diversifié en prose et en poésie, comme "L'Alphabet de novembre", "Témoin de l'époque", "Palestine" et dans le récit "Le trottoir de Beyrouth" et "Le journal d'Oum Ali", entre autres ouvrages qui ornent les étagères des bibliothèques.



COMMERCE EXTÉRIEUR

Les orientations du président permettent d'éviter les pénuries

Des organisations professionnelles de producteurs et exportateurs algériens ont affirmé que les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, concernant la régulation du commerce extérieur, permettraient d'éviter la pénurie sur le marché national.

A ce titre, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula a précisé, dans une déclaration à l'APS, que le CREA ne pouvait que soutenir ces mesures, décidées par le Président de la République, pour la protection et la promotion de l'économie nationale. "Si l'augmentation de nos exportations constitue indéniablement un objectif primordial, nous considérons, cependant, que dans sa politique visant la régulation des importations, il est tout à fait normal qu'à l'instar de tous les pays, le gouvernement travaille à la priorisation de la satisfaction de la demande nationale par la production locale. Cette démarche vise à prévenir les risques de pénuries et de tensions sur le marché", a-t-il soutenu. Lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue dimanche dernier, le président de la République avait insisté auprès du Gouvernement qu'il ne sera jamais toléré de créer la pénurie, "pour quelque raison que ce soit", enjoignant à davantage de vigilance au niveau du ministère du Commerce pour lutter contre les lobbies de l'importation, qui tentent de faire chanter l'Etat, et ce, en retirant leurs licences et registres de commerce dès que leur implication est établie. Le président de la République a également ordonné la préparation d'un décret présidentiel réglementant le commerce extérieur, y compris les opérations d'exportation, qui nécessitent de minutieuses études de faisabilité financière et économique du marché national et international, afin que "l'exportation ne devienne pas une malédiction et une source de pénurie et de déséquilibre du marché national". M. Moula a également indiqué que la décision du



président de la République de réguler le commerce extérieur à travers un décret présidentiel, contribuerait à "la moralisation" du secteur économique, faisant observer que cela s'inscrit dans le cadre du développement de l'économie nationale et de la préservation du caractère social de l'Etat. Et de souligner que la régulation du domaine commercial "sera menée avec le concours de toutes les parties prenantes". De son côté, le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Tarek Boulmerka a affirmé que les orienta-

tions du président de la République "vont créer un équilibre entre les exportations et les importations du pays, ce qui permet de prévenir les pénuries sur le marché local". M. Boulmerka a salué l'affirmation du président de la République, lors de la réunion du Conseil des ministres, selon laquelle les opérations d'exportation nécessitent de minutieuses études de faisabilité financière et économique du marché national et international, relevant que ces études permettront d'exporter et d'importer sur des bases économiques. Pour sa part, l'expert en

économie, Abdelkader Slimani a salué, dans une déclaration à l'APS, l'importance de la décision du président de la République de lutter contre "les lobbies d'importation", ce qui permettra, assure-t-il, de prévenir les pénuries en matière de produits de large consommation, et d'intrants de production. Estimant que la décision du président de la République d'organiser le commerce extérieur contribuerait à la protection de l'économie nationale, le même expert a rappelé que "les lobbies de l'importation sont à l'origine des opérations de sur-

facturation des factures contre lesquelles le président de la République a lutté, alors qu'elles ont porté atteinte à l'économie nationale avant l'année 2020". Soulignant que la décision du président de la République d'organiser les opérations d'exportation permettra d'"assurer la disponibilité des différents produits, en se focalisant sur l'exportation des produits enregistrant un excédent de production, M. Slimani a rappelé l'importance du rôle du Conseil national consultatif de promotion des exportations, installé il y a un an.

IFSB

Les actifs de la finance islamique en hausse de 4% en 2023

Les actifs de l'industrie des services financiers islamiques ont augmenté de 4% pour atteindre 3.380 milliards de dollars en 2023, selon un rapport publié par l'organisation IFSB (Islamic financial services board). "L'industrie mondiale des services financiers islamiques a montré une résilience remarquable, malgré un contexte économique mondial difficile marqué par des tensions géopolitiques, l'inflation et des pressions sur les marchés bancaires", a souligné l'organisation basée Kuala Lumpur. Les actifs de l'industrie ont atteint 3.380 milliards de dollars 2023, tirés principalement par la croissance continue du secteur bancaire islamique (+7,21%). Les Sukuk (certificats d'investissement conforme à la charia) ont progressé de 2,45%, atteignant 850 milliards de dollars, avec une augmentation significative des émissions liées à la durabilité, ajoute la même source. En outre, le secteur des assurances islamiques a enregistré une croissance de 6,5%, malgré des "défis régionaux". Cependant, le rapport a fait état de vulnérabilités persistantes en raison de la volatilité des marchés mondiaux,



soulignant l'importance d'une gestion proactive des risques et de la mise en œuvre de normes prudentielles internationales. Le rapport a également examiné les risques émergents, tels que les actifs numériques et les risques financiers liés au climat, qui pour-

raient affecter la stabilité de l'industrie. L'IFSB est une organisation internationale regroupant les agences de réglementation et de surveillance du secteur de la finance islamique, dans l'objectif de promouvoir sa solidité et sa stabilité.

PNEUS IMPORTÉS

Le marché approvisionné en quantités importantes

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, dans un communiqué, avoir procédé, mardi dernier, à l'approvisionnement du marché en quantités importantes de pneus importés en vue de répondre aux besoins du marché national et réduire les prix. Ainsi, le ministère a précisé qu'un premier lot de 100.000 unités de pneus importés a été injecté sur le réseau de distribution national et ce depuis la wilaya d'Aïn M'lila. L'opération a été supervisée par le directeur régional du Commerce de la région de Batna, Mohamed Serdoune, en compagnie de cadres et d'agents de contrôle de la Direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya d'Aïn M'lila, et ce lors d'une visite sur le terrain effectuée aux entrepôts de la société chargée de l'importation de cette quantité. Cette visite s'inscrit dans le cadre de "l'engagement à garantir la transparence des opérations commerciales ainsi que la lutte contre les pratiques illégales pouvant affecter négativement le marché local", selon le communiqué. Dans une déclaration à l'APS, M. Serdoune a indiqué que cette première opération s'inscrit également dans le cadre d'un programme visant essentiellement l'importation de 300.000 unités avant la fin de l'année en cours, soulignant qu'il y a 17 autres opérateurs (au niveau de la région de Batna) qui injecteront parallèlement des quantités importantes dans les semaines à venir. Le marché national verra, dans les deux prochains mois, l'entrée de quantités de pneus afin de répondre aux besoins du marché et de réduire les prix de manière "significative", a fait savoir le responsable. Toutes les opérations de mise de ces quantités sur le marché seront effectuées sous la supervision des services du secteur du commerce à partir de la réception des marchandises par l'importateur jusqu'à leur arrivée au commerçant de détail, et ce pour durcir le contrôle et lutter contre la spéculation.



BATNA

60.000 t de clinker exportées par SCIMAT depuis début 2024

La Société des ciments d'Ain Touta, wilaya de Batna, (SCIMAT), relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), a exporté 60.000 tonnes de clinker depuis le début de l'année en cours 2024, a indiqué, son président directeur général (PDG), Maamar Bahloul.



Dans une déclaration à l'APS en marge d'une journée d'information dédiée aux médias locaux, M. Bahloul a précisé que "l'essentiel de cette quantité a été dirigé vers la Tunisie", ajoutant que les efforts sont actuellement déployés pour augmenter le volume des exportations de ce produit et trouver de nouveaux marchés extérieurs tout en veillant à satisfaire les besoins des grands projets à l'échelle locale et nationale. Les exportations de clinker de SCIMAT avaient atteint l'année passée 260.000 tonnes dirigées vers plusieurs pays du Nord-ouest d'Afrique et d'Europe, a rappelé le même responsable

qui a précisé que la société a investi plus de deux milliards DA pour remplacer le filtre électrique par un autre d'une technologie plus avancée par souci de protection de l'environnement. La journée d'information organisée à l'occasion du 38ème anniversaire de l'entrée en activité de SCIMAT a donné lieu à une visite des divers ateliers et les trois carrières de la société avec des explications détaillées des techniciens de SCIMAT sur les phases de production du ciment à partir de matières premières locales. Une manœuvre simulant une intervention en cas d'incident a été également organisée. Cette initiative vise à faire connaître les capacités de SCIMAT en

matière d'approvisionnement du marché local et national en ciment et sa contribution à l'économie nationale ainsi qu'à favoriser la communication entre l'entreprise et les représentants des médias et leur faire découvrir le processus de production de ciment et le jargon technique de la filière, a précisé Hayat Lazri, directrice de la communication, du marketing et de la veille concurrentielle du groupe GICA. La société des ciments d'Ain Touta (SCIMAT) dispose d'une capacité de production annuelle d'un million tonnes de ciment et 600.000 tonnes d'aggrégats couvrant les besoins de plus de sept wilayas du pays, a-t-on indiqué.

Béchar

Nouvelles spécialités en métallurgie mines et cybersécurité



L'Université Tahri Mohamed de Béchar (UTMB) ouvre cette année de nouvelles spécialités dans la métallurgie, les mines, l'intelligence artificielle (IA) et la cybersécurité, en cycles Licence et Master, indique mardi son recteur, Professeur Bezazi Boudjemaa.

Des spécialités en adéquation avec les futurs projets de la région

Pour ce qui est de la métallurgie et les mines, la création de ces filières est en adéquation avec la vocation de cette wilaya avec l'objectif de répondre aux besoins des futurs projet, notamment le complexe sidérurgique de Bechar, en cours de réalisation pour la valorisation du gisement de fer de Ghar Djebilet (Tindouf), précise Pr Bezazi.

Ces spécialités sont ouvertes uniquement aux étudiants issus de la région de Béchar, avant leur élargissement, dès la prochaine rentrée universitaire, à l'ensemble des nouveaux étudiants issus des wilayas du Sud-ouest.

Par ailleurs, et dans le domaine de la formation en sciences médicales et pharmaceutiques, la nouvelle année universitaire est marquée par l'inscription de 120 étudiants, soit une augmentation de 100% du nombre des étudiants admis à la Faculté concernée.

Ouverture de la nouvelle Faculté des sciences médicales en janvier 2025

L'augmentation du nombre d'étudiants à la Faculté des sciences médicales et pharmaceutiques sera confortée en janvier 2025 par l'ouverture de la nouvelle Faculté des sciences médicales qui disposera d'une capacité d'accueil de 2.000 étudiants, et qui permettra aussi le lancement, dès l'année prochaine, d'une nouvelle spécialité en chirurgie-dentaire, ajoute le recteur.

L'UTMB accueille cette année 10.000 étudiants, dont 2.200 nouveaux, à travers ses Facultés des Sciences et technologies, Sciences commerciales et Sciences de gestion, Lettres et langues, Droit et sciences politiques, Sciences humaines et sociales, en plus de la Faculté de Médecine, avec un total de 134 spécialités, révèle Pr Bezazi.

SIDI BEL ABBÈS

Mesures urgentes pour sécuriser le lit de l'oued Mekkera

Le wali de Sidi Bel Abbès, Samir Chibani, a instruit de prendre des mesures urgentes pour la sécurisation du lit de l'oued Mekkera et la prévention des inondations causées par les intempéries, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. La cellule d'information et de communication a précisé que le wali a inspecté, lundi, plusieurs points au niveau de l'oued, et ce, à la suite des fortes précipitations qui se sont abattues dernièrement sur la région, ayant provoqué une hausse notable du niveau de l'eau et le blocage de la route nationale (RN) 13, reliant les communes de Sidi Bel Abbès et Sidi Brahim.

In situ, le wali a donné «des instructions fermes» aux services compétents pour lancer des opérations urgentes devant cibler la sécurisation de l'oued Mekkera pour empêcher son débordement sur ce tronçon routier. Le chef de l'exécutif local a ordonné ses services d'ériger un mur de protection, d'enlever la boue et les déchets accumulés le long de la route et d'élaborer une fiche technique sur l'éradication des points noirs signalés sur ce cours d'eau entre les communes du chef-lieu de wilaya et Sidi Brahim. M. Chibani a, par ailleurs, inspecté la conduite principale alimentant en eau le lac de Sidi M'hamed Benali, où des fuites d'eau dues à des avaries sont constatées, ordonnant aux responsables concernés d'engager des travaux de maintenance de cet équipement hydraulique, ainsi qu'aux services compétents de réparer les dégâts et éliminer les dépôts alluvionnaires afin d'accélérer la réouverture de la route donnant accès au lac.

Il convient de rappeler que la wali de Sidi Bel Abbès a instruit, récemment, les responsables concernés à élaborer une fiche technique inhérente à l'aménagement de la Mekkera sur une longueur de pas moins de 8 kilomètres, sa réhabilitation et l'éradication de tous les points noirs.

LA LUTTE CONTRE LA FIÈVRE DU NIL OCCIDENTAL À ANNABA

Le wali engage une offensive massive

Face à la menace croissante de la fièvre du Nil occidental, le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui a pris des mesures énergiques pour protéger la population et enrayer la propagation du virus. Depuis plusieurs semaines, une vaste campagne de démoustication, de nettoyage et de gestion des déchets ménagers a été déployée à travers les 12 communes de la région. L'objectif principal est de réduire la population de moustiques, vecteurs du virus, en éliminant leurs lieux de reproduction. Les actions sont coordonnées de manière quasi quotidienne, avec un engagement collectif des autorités locales, des services de la santé, et des équipes communales. Chaque jour, des réunions présidées par le chef de l'exécutif permettant de faire le point sur les progrès réalisés et d'ajuster les stratégies en fonction des besoins. Cette mobilisation générale s'inscrit dans un contexte où les conditions sanitaires dans certaines zones d'Annaba méritent une attention hygiénique particulière. L'urgence de la situation est accentuée par la crainte de la multiplication des cas humains de fièvre du Nil occidental, une maladie transmise principalement par les moustiques. «Cette inquiétude nous a poussés à intensifier les efforts de nettoyage et de démoustication, tout en mettant l'accent sur la prévention à long terme», estime le wali très impliqué dans ce combat.

En effet, des opérations ciblées ont été menées pour désinfecter les berges des canaux périphériques et les zones pousseuses. Une attention particulière a été portée à l'utilisation de chaux, une méthode éprouvée et respectueuse de l'environnement, pour désinfecter les sols et les eaux stagnantes, souvent propices à la prolifération des larves de moustiques. Ces interventions, supervisées par l'Algérienne des Eaux (ADE), se concentrent notamment sur les grands oueds de la wilaya, tels que ceux d'Oued Seybouse



de Sidi Salem, de La Plaine Ouest, de Sidi Harb, d'Oued Forcha au piémont de l'Edough ainsi qu'Oued Boudjemaa aux abords de la RN44. Ces zones ont été identifiées comme des foyers potentiels de développement des moustiques, nécessitant une attention prioritaire pour éviter tout risque d'épidémie.

«Bien que les premières actions se soient concentrées sur ces secteurs, la campagne de démoustication doit progressivement s'étendre à l'ensemble des oueds de la wilaya, dans le cadre d'une stratégie préventive rigoureuse. L'enjeu est de limiter autant que faire se peu, la prolifération des moustiques.

Les mesures prises à Annaba s'inscrivent dans un contexte national où la fièvre du Nil occidental représente une préoccupation croissante», affirme Dr Nacer Damach, le directeur de la santé de la wilaya. En octobre 2023, l'Algérie a informé l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) de la détection de six foyers d'infection concernant des équidés dans les wilayas de Biskra, Batna, et El Oued. Le premier foyer a été identifié en septembre 2023, et les cas ont été confirmés

par la présence d'anticorps spécifiques au virus. Plus alarmants encore, 11 cas humains ont été aussi confirmés durant la même période à Batna, tandis que d'autres cas ont été signalés dans les wilayas de Biskra et Oued Djellal. La fièvre du Nil occidental, qui peut provoquer des symptômes graves tels que des méningites et des encéphalites, reste une menace sérieuse pour la santé publique.

Conscient de ce risque viral, le wali d'Annaba maintient, à travers ses services de santé, un haut niveau de vigilance et continue à multiplier les actions de prévention, tant au niveau des infrastructures que des comportements de la population. «Il est essentiel que les habitants soient informés des mesures à prendre pour se protéger, notamment en évitant l'accumulation d'eau stagnante autour des habitations et en utilisant des répulsifs anti-moustiques», conseille le directeur de la santé.

La lutte contre la fièvre du Nil occidental à Annaba se poursuit avec détermination, dans l'espoir de prévenir toute propagation de cette maladie dangereuse.

ENTITÉ SIONISTE

Prolonger le génocide jusqu'à l'élection de Donald Trump

Les agressions lâches et criminelles menées depuis une semaine par les forces d'occupation sionistes contre le Liban ont lieu à deux mois de l'élection présidentielle aux Etats Unis.



L'intention du sinistre Netanyahu n'est plus à démontrer : prolonger le génocide dans la région jusqu'à l'élection de Donald Trump, l'artisan de ce qui est appelé « les accords d'Abraham », ou la normalisation des relations diplomatiques entre l'entité sioniste, auteur du génocide, et certains pays arabes qui ont beaucoup plus à perdre qu'à gagner dans la normalisation. A commencer par la perte de la crédibilité. Les agressions menées par les forces sionistes ont pour objectifs de satisfaire Netanyahu qui veut empêcher tout accord de cessez le feu avec le Hamas et de ne

pas quitter le pouvoir. Joe Biden qui continue d'armer les forces sionistes pour mener le génocide contre les civils à Gaza ne peut pas être pire que Donald Trump. Ce dernier a clairement annoncé qu'en cas de son élection au poste de président des Etats Unis il mettrait à la disposition du criminel Netanyahu tout l'arsenal pour continuer à faire le maximum de victimes palestiniennes. Avec l'élection de Donald Trump président des Etats Unis, en 2016, le ministre de l'intérieur et dirigeant du gouvernement de l'occupation du parti sioniste religieux séfarade Shas, Aryeh Deri, a ainsi déclaré : « Nous devons réellement être entrés dans

des temps messianiques pour que tout tourne aussi favorablement pour le peuple d'Israël ». Le ministre de l'éducation du gouvernement de l'occupation de l'époque, Naftali Bennett, chef du Foyer juif, un parti religieux ultranationaliste fer-de-lance de la colonisation des territoires palestiniens a déclaré que « l'ère de l'Etat palestinien est terminée ». Les tergiversations de Netanyahu pour parvenir à un accord pour le cessez le feu à Gaza ont une seule explication : perdre du temps jusqu'à l'élection de Donald Trump. Espérer l'acceptation du cessez le feu par le criminel Netanyahu n'est qu'utopie.

Conflit au Soudan L'UA appelle à la fin immédiate des combats à El-Facher

L'Union africaine (UA) a appelé à la « cessation immédiate » des combats dans la grande ville soudanaise d'El-Facher (sud-ouest), dénonçant une « escalade » des violences après un assaut ce week-end des Forces de soutien rapide (FSR). Le conflit oppose depuis avril 2023 l'armée gouvernementale, dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane, aux FSR de son ex-adjoint, le général Mohamed Hamdane Daglo. Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat « appelle à une cessation immédiate des combats à l'intérieur et à l'extérieur d'El-Facher », note un communiqué de l'instance africaine. Depuis des mois, le sort d'El-Facher inquiète la communauté internationale. Dans cette métropole de deux millions d'habitants, seule capitale des cinq Etats du Darfour à ne pas être aux mains des FSR, des « centaines de milliers de civils » sont menacés par des violences « de masse », a alerté la semaine dernière l'ONU. Les FSR ont lancé ce week-end une offensive après des mois de siège. Moussa Faki Mahamat condamne « fermement l'escalade actuelle de la crise et la propagation de la violence » dans la ville. Il fait plus généralement part de sa « préoccupation face à la détérioration de la situation sécuritaire dans toutes les provinces du Soudan ». Selon M. Faki Mahamat, « il ne peut y avoir de solution militaire à la crise au Soudan », et les combats « ne font que prolonger les souffrances du peuple soudanais ».

Délimitation des zones maritimes entre la Grèce et la Turquie Ankara et Athènes envisagent des négociations

La Grèce et la Turquie vont étudier la possibilité d'entamer des négociations visant à délimiter leurs zones maritimes, a déclaré mercredi le ministre grec des Affaires étrangères. La Grèce et la Turquie, deux pays voisins sont en désaccord depuis des décennies sur toute une série de questions notamment autour de la délimitation des zones maritimes. Les tensions se sont apaisées ces dernières années et les deux pays ont convenu l'année dernière de relancer leurs relations, s'engageant à maintenir ouverts les canaux de communication. Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis et le président turc Recep Tayyip Erdogan se sont rencontrés mardi en marge de l'Assemblée générale annuelle des Nations Unies à New York et ont discuté des relations bilatérales, selon des communiqués de la présidence turque et du ministère grec des Affaires étrangères. « Les deux dirigeants ont chargé les ministres des Affaires étrangères d'examiner si les conditions sont favorables pour entamer des discussions sur la démarcation du plateau continental et de la zone économique exclusive », a déclaré le ministre grec des Affaires étrangères, George Gerapetritis. « Les ministres des Affaires étrangères des deux pays vont entamer les préparatifs d'une réunion de haut niveau qui aura lieu à Ankara en janvier », a indiqué le bureau du Premier ministre grec.

À Dakar Amadou Makhtar Mbow s'éteint à 103 ans

Amadou Makhtar Mbow s'éteint à 103 ans, l'ancien directeur de l'UNESCO est décédé à Dakar dans la nuit du lundi à mardi, selon l'agence de presse sénégalaise. Le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a exprimé sa profonde émotion sur les réseaux sociaux, déclarant : « C'est avec une grande tristesse que j'apprends la disparition du Professeur Amadou Makhtar Mbow, ancien Secrétaire général de l'UNESCO et fervent défenseur du multilatéralisme. » Il a également souligné que Mbow était un patriarche de la nation sénégalaise, laissant derrière lui un héritage inestimable, marqué par son engagement pour une justice éducative et culturelle à l'échelle mondiale. Le Premier ministre Ousmane Sonko a également rendu hommage à cet « illustre intellectuel et homme de culture », qui a dédié sa vie à la nation sénégalaise et à l'Afrique. Amadou Makhtar Mbow, qui a dirigé l'UNESCO de 1974 à 1987, reste une figure emblématique du Sénégal, reconnu pour son dévouement à l'éducation et à la paix sur le continent africain.

Manifestations aux Etats-Unis pour dénoncer les crimes

AGRESSIONS SIONISTES CONTRE GHAZA ET LE LIBAN

Des milliers de personnes ont manifesté mardi dernier à New York, à l'occasion de la 79e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU), pour dénoncer les crimes sionistes contre la bande de Gaza et le Liban, exigeant la fin des agressions. Les manifestants ont brandi des drapeaux palestiniens et libanais ainsi que des banderoles dénonçant les crimes sionistes et appelants à la fin des agressions et de l'occupation. Ils ont bloqué les rues menant au siège des Nations Unies à New York pour passer leur message pacifique aux délégations prenant part aux réunions de l'Assemblée générale de l'ONU, soulignant la nécessité de faire pression sur l'entité sioniste et de prendre des mesures concrètes pour mettre fin aux massacres commis



contre des innocents en Palestine et au Liban.

D'autres manifestations ont également été organisées dans plusieurs villes américaines, dont Washington où des dizaines de personnes ont organisé un sit-in devant la Maison Blanche pour protester contre le soutien américain à l'entité sioniste. Depuis le 7 octobre 2023, l'entité sioniste mène une guerre dévastatrice à Gaza, faisant plus de 41.495 martyrs et 96.006 blessés, pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 10.000 disparus, au milieu d'une destruction massive d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent. Des agressions de l'armée sioniste sont également en cours depuis une semaine dans le sud et l'est du Liban, faisant plus de 558 martyrs, dont plus de 50 enfants, selon le ministère libanais de la Santé.

LIBAN

15 martyrs dans des raids contre 5 villages

Au moins 15 personnes sont tombées en martyrs au Liban hier mercredi, dans des raids sionistes ayant ciblé cinq villages, dont deux situés dans des zones montagneuses. « Une frappe de l'ennemi (sioniste) » sur le village de Joun, dans la montagne du Chouf au sud de Beyrouth, a tué quatre personnes, a indiqué le ministère, cité par des médias. Une autre sur Maaysara, un village de montagne au nord de Beyrouth, a fait trois martyrs.

D'autres raids sur trois localités du sud du Liban ont fait huit morts et des dizaines de blessés, selon la même source. Depuis une semaine, les frappes aériennes sionistes contre le Liban, ont fait plus de 558 martyrs, dont plus de 50 enfants et 95 femmes, et 1.835 blessés, selon le bilan officiel annoncé par le ministère libanais de la Santé.

Près de 500.000 déplacés

Près de 500.000 déplacés au

Liban, selon le ministre des Affaires étrangères. Le nombre de Libanais déplacés approche le demi-million depuis le début de l'agression sioniste contre le Liban, a indiqué mardi le ministre libanais des Affaires étrangères Abdallah Bou Habib. Avant la récente agression sioniste, le Liban comptait environ 110.000 déplacés, et « maintenant on approche probablement le demi-million », a lancé le ministre en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Jénine

Les forces de l'occupation détruisent les infrastructures

Les bulldozers de l'occupation ont commencé à ravager les rues et les quartiers dans la ville de Jénine, selon des témoins. Les mécanismes de l'occupation ont balayé un certain nombre de rues autour de la mosquée Khaled Ben Walid, détruit l'infrastructure autour du stade municipal et des quartiers. En outre, les véhicules de l'occupation ont fait une descente dans le quartier de Samran, dans le camp de réfugiés de Jénine et ont lancé des drones en direction des maisons des citoyens, ainsi que les forces de l'occupation se sont installés sur l'entrée du camp. Les forces de l'occupation ont pris d'assaut la ville de Jénine et ont encerclé l'hôpital de Jénine et d'Ibn Sina.

JOURNAL DE BORD DE GAZA

« Je rends hommage aux médecins, et je leur dis merci »

Rami Abou Jamous écrit son journal pour Orient XXI. Ce fondateur de GazaPress, un bureau qui fournissait aide et traduction aux journalistes occidentaux, a dû quitter en octobre son appartement de la ville de Gaza avec sa femme Sabah, les enfants de celle-ci, et leur fils Walid, deux ans et demi, sous la pression de l'armée israélienne. Réfugié depuis à Rafah, Rami et les siens ont dû reprendre la route de leur exil interne, coincés comme tant de familles dans cette enclave misérable et surpeuplée. Cet espace lui est dédié depuis le 28 février 2024.



Les mauvaises nouvelles s'enchaînent. Mercredi, le frère de Sabah, 'Abdelbasset, nous a appelés pour nous dire que son fils Youssef, qui a quatre ans, était entre la vie et la mort. Avec son frère Zein, qui a sept ans, ils sont sortis de la maison de leur tante, la sœur de 'Abdelbasset et de Sabah, à Al-Bureij (au centre de la bande de Gaza), où la famille s'était réfugiée. Ils voulaient acheter des biscuits à l'épicerie qui se trouve à quelques centaines de mètres. Au même moment, il y a eu un bombardement intense. Les enfants ont été projetés sur plusieurs centaines de mètres. Quand elle a entendu l'explosion, leur mère est sortie en courant. Elle n'a pas trouvé ses enfants parmi les blessés. Avec son mari 'Abdelbasset, ils ont tout de suite commencé à chercher dans les hôpitaux. Le plus proche était celui d'Al-Awda, où on leur a dit que deux enfants de quatre et sept ans, dont on ne connaissait pas les noms, ont été admis puis transférés à l'hôpital Chouhada Al-Aqsa, à Deir el-Balah, qui a plus de moyens. Al-Awda couvre tout le centre de la bande de Gaza, Al-Bureij, Nusseirat, Maghazi... Mais comme c'est un hôpital privé, géré par une association, il ne prend pas en charge les patients dans un état critique, par manque de moyens.

Souvent, une personne blessée, c'est une personne morte

Youssef est arrivé aux urgences en arrêt cardiaque. On a réussi à le réanimer, mais il est rapidement tombé dans le coma. Il a été touché à la tête et aux poumons. Jeudi, il était toujours dans un état critique. Zein est moins grièvement blessé. Il a tout de suite été transféré à l'hôpital Nasser, à Khan Younès,

parce que l'hôpital Chouhada Al-Aqsa n'a pas de scanner. Heureusement, il n'a pas d'hémorragie interne, mais le choc lui a fait perdre une partie de sa mémoire et il a perdu ses dents. L'hôpital est débordé, les patients sont entassés dans les couloirs. L'unité de soins intensifs n'a que cinq lits, les médecins doivent faire le tri entre les blessés, privilégier les jeunes aux plus âgés. Youssef et Zein ne sont que deux exemples parmi des milliers d'enfants de Gaza. Ils ont été bombardés parce qu'ils allaient acheter des biscuits. Ils n'ont rien à voir avec le Hamas. Ce ne sont ni des « terroristes » ni un danger pour la « sécurité d'Israël ».

Leur situation donne une idée sur le système de santé dans la bande de Gaza. Avant cette guerre, il n'était déjà pas d'un très bon niveau à cause du blocus israélien. On manquait de nombreux moyens et de beaucoup de matériel. C'est évidemment encore pire aujourd'hui. Quand les Israéliens entrent dans une ville, leur première cible c'est l'hôpital. Ils ont détruit les hôpitaux Al-Shifa et Kamal Adwan au nord. Ils visent aussi bien les structures publiques que privées. Leur but, c'est de détruire l'infrastructure de santé. L'hôpital Al-Shifa, Nasser ainsi que l'hôpital européen qui se trouve à l'est de Rafah sont tous détruits. Souvent, une personne blessée, c'est une personne morte. On manque de tout, d'anesthésiques, de matériel, de médicaments.

L'ONGisation des hôpitaux publics

L'objectif d'Israël, c'est de détruire la branche civile aussi bien que la branche militaire du Hamas, et donc le service public. Ils considèrent que les hôpitaux sont dirigés par le Hamas. Aujourd'hui, il y a beaucoup d'hôpitaux de campagne installés par des ONG internationales. On les trouve

principalement dans les zones présentées comme « humanitaires » par les Israéliens, surtout à Al-Mawassi. Mais à Khan Younès, Deir El-Balah, Nusseirat, même à Zawaida, il n'y a que des petites structures de santé.

Le réflexe, de plus en plus, c'est d'emmener les blessés dans ces hôpitaux de campagne. Si mon fils a besoin de soin, je ne vais pas aller à l'hôpital public, mais dans un de ces établissements. Quand Ibtissam, la sœur de mon épouse Sabah, a été gravement blessée, on l'a emmenée à l'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Là-bas, ils ont les moyens de faire des radios, des interventions chirurgicales complexes, ils ont des médicaments. En outre, ces établissements tenus par les ONG attirent les médecins palestiniens du public. Je le vois tous les jours. Ils proposent trois ou quatre fois le salaire des hôpitaux publics.

La situation des médecins à Gaza est catastrophique. Il faut savoir que les seuls domaines de collaboration entre le Hamas et le Fatah, c'est-à-dire l'Autorité palestinienne (AP) en Cisjordanie, sont l'éducation et la santé. Même après la prise du pouvoir par le Hamas à Gaza, l'Autorité a continué à financer les hôpitaux et les écoles. Mais d'autres médecins ou professeurs ont été embauchés par le Hamas, et ceux-là ne reçoivent plus régulièrement leur salaire. Beaucoup de médecins qui en avaient les moyens ont quitté Gaza avec leur famille, pour être parmi les survivants de ce génocide. Les autres changent pour les hôpitaux des ONG, non seulement pour le salaire, mais parce que là, ils ont les moyens de faire leur métier. Le service public quant à lui est en train de disparaître. Même les hôpitaux publics détruits ou endommagés par Israël commencent à être réhabilités par des ONG internationales. Il peut y avoir un em-

bryon d'administration palestinienne, mais la vraie direction, c'est l'ONG. Je sais très bien que ce n'est pas leur intention, ces ONG veulent simplement aider à l'heure où les besoins sont énormes. Mais ils sont dépendants des Israéliens, qui facilitent l'importation de médicaments et d'anesthésiques pour les ONG, mais pas pour les hôpitaux publics palestiniens.

Remplacer le public par l'international

Malheureusement, je crois que d'ici la fin de la guerre, et même après la guerre, il n'y aura plus de secteur public de santé. Je ne crois pas que ces hôpitaux de campagne soient provisoires. Je crois qu'ils vont rester là. Je crois aussi que ce système pourra être étendu à d'autres domaines : celui de l'aide humanitaire, par exemple, ou de l'enseignement. L'idée des Israéliens, c'est de supprimer les ministères des affaires sociales, de la santé, de l'éducation... et de les remplacer par des ONG, à qui ils faciliteront la tâche.

Ils ne permettront ni au Hamas ni à l'AP de reconstruire les écoles ni de les diriger. On verra sans doute des écoles françaises, des écoles américaines et d'autres écoles dirigées par des ONG. Tout cela pour des raisons « humanitaires », parce qu'il y a environ 620 000 étudiants et élèves qui pour la deuxième année consécutive sont privés de cours. Au début, pareil, ce seront sans doute aussi des écoles de campagne, mais qui se transformeront progressivement en écoles pérennes. Encore une fois, je ne soupçonne pas les ONG de mauvaises intentions, elles font un grand travail, mais les Israéliens profitent de leur bonne volonté pour réaliser leur projet. Pour Israël le mot « public » doit disparaître pour être remplacé par le mot « international », et nous serons diri-

gés d'une façon ou d'une autre par « l'International ». Ainsi, on n'aura plus besoin d'un gouvernement ni d'une AP, mais plutôt d'une petite administration qui fera juste la coordination avec l'occupation et les ONG.

Gaza sera alors un endroit où l'on pourra seulement survivre. Les survivants de ce génocide n'auront ni État, ni gouvernement, pas même une autonomie. C'est ce que j'ai vu et ressenti quand je suis allé à l'hôpital pour voir Youssef. Je comprends les décisions de ces médecins qui sont partis ailleurs, et je remercie ceux qui sont toujours là, ceux qui n'ont pas quitté leur travail, qui n'ont pas quitté Gaza, qui sont restés ici pour donner. Ce sont vraiment des soldats inconnus. On ne parle pas beaucoup d'eux, mais ils font un grand travail et ils sont vraiment épuisés. Malgré un an de guerre et un an de flux de blessés, d'opérations chirurgicales et de morts au quotidien, ils sont toujours là. Je rends hommage à ces gens-là, et je leur dis : merci. Nombre de ces médecins ont été arrêtés par l'armée israélienne quand elle est entrée à l'hôpital Al-Shifa. Certains ont été tués. Le chirurgien Adnan El-Bursh, chef du service d'orthopédie de cet hôpital, est mort sous la torture dans les prisons israéliennes. D'autres médecins, arrêtés puis libérés, ont repris leur travail parce qu'ils considéraient qu'ils font un métier noble, et c'est le cas. Merci à tous ces gens-là. J'espère que le secteur public sera toujours là et que nous allons reconstruire de bonnes infrastructures, que ce soit dans la santé ou dans l'éducation. J'espère également qu'il y aura toujours des Palestiniens pour continuer le travail dans le secteur public et qu'on pourra toujours dire « un hôpital de Palestine ». J'espère enfin qu'un jour, on s'en sortira de ce génocide qui n'en finit pas.

Ligue 1 (2e journée)

Le MCA entame la défense de son titre, derby kabyle alléchant

Le MC Alger, champion d'Algérie 2024, entamera la défense de son titre en recevant le Paradou AC, alors que le nouveau stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou abritera le premier match depuis son inauguration entre la JS Kabylie et l'Olympique Akbou, à l'occasion de la 2e journée, prévue vendredi et samedi.

Arrolé de sa qualification pour la phase de poules de la Ligue des champions (C1), le "Doyen" retrouve l'ambiance du championnat national en affrontant le PAC, qui a démarré le nouvel exercice du bon pied en battant à la maison l'ASO Chlef (2-0), grâce à un doublé d'Adil Boulbina.

Le Mouloudia, qui a enregistré le départ durant l'intersaison de son maître à jouer Youcef Belaïli, parti rejoindre l'ES Tunis, abordera ce rendez-vous pour éviter de trébucher d'entrée devant une équipe du PAC accrocheuse et difficile à manier.

Le CR Belouizdad, vice-champion d'Algérie, retrouvera son fief du 20-août 1955 d'Alger en accueillant l'ES Sétif, dans un classique du championnat. Les Sétifiens se déplaceront à Alger pour confirmer leur succès décroché lors de la journée inaugurale à la maison face au MC El-Bayadh (1-0).

A l'instar du "Doyen", le Chabab qui reste sur une qualification pour la phase de groupes de la C1, aspire à bien démarrer la saison et perpétuer la tradition devant l'Entente.

En effet, le CRB n'a plus perdu face à l'ESS depuis 11 années, toutes compétitions confondues. La dernière défaite des Algérois face aux Sétifiens remonte au 3 septembre 2013 (1-2). De son côté, la JS Kabylie, considérée comme l'un des clubs les plus actifs durant le mercato estival, jouera le premier dans son nouveau fief de Hocine-Aït Ahmed de Tizi-Ouzou, inauguré le 10 juillet dernier par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune. Les "Canaris" défieront pour l'occasion le nouveau promu l'Olympique Akbou, auteur



d'un succès historique en Ligue 1, lors de la 1re journée face au NC Magra (1-0), au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa.

Battus d'entrée, le MC El-Bayadh et l'ASO Chlef auront une belle occasion de se racheter, en recevant respectivement l'US Biskra et le CS Constantine. Si la mission du MCEB semble, à priori, dans ses cordes, les Chéliens devront sortir le grand jeu pour tenter de venir à bout CSC, qui reste sur une qualification avec brio pour la phase de poules de la Coupe de la Confédération. Tout comme le CSC, l'USM Alger, l'autre représentant algérien en Coupe de la Confédération, se rendra à l'Est pour croiser le fer avec le NC Magra, qui a raté son départ. Les "Rouge et Noir", eux aussi qualifiés brillamment à la phase de poule

de la compétition continentale, ambitionnent de réaliser une meilleure saison que la précédente (4e au classement final). Ils entameront leur campagne face à une équipe du "Nedjm" qui visera un premier succès de la saison, en l'absence de son public (huis clos oblige, NDLR). Au sud du pays, la JS Saoura, battue mardi en déplacement face au MC Oran (2-0), recevra l'USM Khenchela dans son antre du 20-août 1955 de Béchar. Les locaux, qui partiront favoris, seront appelés à rester vigilants devant l'USMK, dont l'effectif a été largement remanié durant l'intersaison.

Enfin, au programme de cette 2e journée le derby de l'Ouest entre le nouveau promu l'ES Mostaganem et le MC Oran, qui s'annonce indécis et ouvert à tous les pronostics.

Précieux succès face à la JS Saoura

Bouzidi valorise le début réussi du MC Oran

L'entraîneur du MC Oran, Youcef Bouzidi, a mis en valeur la victoire de son équipe pour son premier match en championnat de Ligue 1 de football, en battant, mardi soir, la JS Saoura (2-0) au stade Miloud-Hadefi d'Oran.

"Il s'agit d'un précieux succès qui nous permet de continuer à travailler dans le calme et la sérénité. Il était très important pour nous de démarrer le championnat par une victoire", a déclaré le coach des Hamraoua en conférence de presse d'après match.

Sauvé in-extremis de la relégation en fin d'exercice passé, le MCO a connu, au cours de l'intersaison, beaucoup de changements au sein de son effectif avec l'arrivée de pas moins de 12 nouveaux joueurs. Cela a nécessité beaucoup de travail durant la préparation estivale pendant laquelle l'équipe a effectué deux stages à Tlemcen (Ouest du pays) et en Turquie.



"Nous avons bien travaillé durant l'intersaison tout en jouant beaucoup de matchs amicaux pour être prêts et pour parfaire nos automatismes. Aujourd'hui, je peux dire que je suis satisfait de l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée la partie, aussi bien sur le terrain que dans les tribunes", a ajouté Bouzidi, qui a rejoint le MCO en milieu de la saison précédente.

Le technicien algérois a, en outre, fait savoir qu'il était dans l'obligation de se passer des services de plusieurs joueurs en raison de leurs blessures, dont le dernier en date le Ghanéen Maxwell Bakoooh contraint de déclarer forfait le matin même du match.

"Pour autant, cette victoire nous permet de préparer avec un bon moral notre prochaine sortie face à l'ES Mostaganem que nous allons livrer samedi prochain. Ce n'est pas facile de jouer deux rencontres en l'espace de quatre jours", a-t-il encore dit.

Supercoupe d'Algérie Les matchs aller fixés 27 et 28 septembre

Les matchs (aller) de la Supercoupe d'Algérie de football des jeunes catégories (U15, U17, et U19), se joueront les vendredi 27 et samedi 28 septembre, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) mardi dans un communiqué.

Les matchs retour se joueront à une date qui reste à désigner.

Le programme des matchs :

Vendredi, 27 septembre :

Au stade du 20-août 1955 de Bordj Bou Arreridj (U17) : Machaâl Tahadi Bordj - Paradou AC (15h00)

Samedi, 28 septembre : Au stade 1er-novembre 1954 de Tizi-Ouzou (U15) : JS Kabylie - Paradou AC (17h00)

Au stade Chadid Aït-Hocine (Baraki) (U19) : MC Alger-ES Sétif (15h00).



Courtisé par des clubs prestigieux Bennacer tenait de resté à Milan



Ce mercato estival aura été marqué par une succession de spéculations autour d'Ismaël Bennacer. L'intérêt de clubs prestigieux comme l'Atlético Madrid et l'Olympique de Marseille a ajouté du piment à un dossier déjà très médiatisé.

Malgré les nombreuses rumeurs de transfert qui l'ont agité tout au long de l'été, le milieu de terrain de 26 ans a confirmé son attachement à l'AC Milan. Dans une longue interview accordée à Tuttosport, Enzo Raiola, l'agent de l'international algérien, a levé le voile sur les coulisses de ce mercato agité :

« Il y a eu des discussions avec plusieurs clubs, mais Ismaël n'a jamais remis en question son désir de rester à Milan. C'est un club qu'il apprécie énormément et où il se sent bien. La vie à Milan est agréable, le club est ambitieux et il n'est pas facile de quitter un tel environnement ».

« Malheureusement, le destin en a décidé autrement. Juste au moment où il s'apprêtait à retrouver pleinement sa place dans l'équipe, Ismaël Bennacer a été victime d'une grave blessure au mollet lors du rassemblement avec l'équipe nationale algérienne ».

« Cette blessure, nécessitant une intervention chirurgicale, le tiendra éloigné des terrains jusqu'en 2025. Cette blessure vient assombrir un tableau déjà complexe. Ismaël Bennacer, qui était l'un des piliers du milieu de terrain milanais, va devoir patienter avant de retrouver les terrains ».

En attendant, l'AC Milan devra composer sans l'un de ses éléments clés et trouver des solutions pour pallier son absence. Valorisé à 30 millions d'euros, Ismaël Bennacer est payé à hauteur de 7 040 000 euros par an.

Ligue des champions

L'UEFA retire à Milan l'organisation de la finale

L'Union européenne de football (UEFA) a décidé de rouvrir le processus de candidature pour accueillir la finale de la Ligue des champions 2027, initialement attribuée "sous réserve" au stade de San Siro à Milan, a annoncé l'instance européenne mardi dans un communiqué.

"La commune de Milan ne pouvant garantir que San Siro et ses environs ne seraient pas affectés par les travaux de rénovation, il a été décidé aujourd'hui de rou-

vrir le processus de candidature pour la finale de la Ligue des Champions 2027", a expliqué l'UEFA, précisant que la décision sur la nouvelle ville hôte sera prise en mai ou juin 2025. En mai dernier, lors d'un comité exécutif à Dublin, l'UEFA avait choisi San Siro, la "Scala du football", comme théâtre du dernier acte de la principale compétition européenne de club.

Mais cette décision était suspendue jusqu'en septembre en fonction des informations four-

nies par la fédération italienne de football (FIGC) à propos de l

Les autorités communales de Milan ont présenté un projet de rénovation de San Siro, alors que les deux clubs milanais, l'Inter et l'AC, souhaiteraient construire une nouvelle enceinte, soit à côté du stade actuel, soit dans une autre zone de la cité lombarde.

La finale de la Ligue des Champions se jouera à Munich en 2025 et à Budapest en 2026.



FRANCE

Vendanges calamiteuses à cause de la sécheresse

Les feuilles cramoisies, rougies par le soleil et le manque d'eau sont accrochées aux souches anémiées de la vigne, et le tableau désespérant conforte Nicolas Castan, vigneron à Leucate dans l'Aude, dans son idée d'"arrêter" le métier à l'heure de nouvelles vendanges catastrophiques.

II Jusque-là, je ne comprenais pas que des agriculteurs se suicident, maintenant si", lâche ce propriétaire d'une centaine d'hectares, 42 ans, la

gorge serrée. Installé depuis 2005, il a vu ses rendements chuter au fil des ans: "3.000 kilos par hectare", "9.000 avant". L'an dernier déjà, les 135 vignerons adhérents de la cave coopérative de Leucate pensaient "avoir touché le fond" avec "une récolte de 50%" par rapport à la moyenne, selon Lillian Copovi, président de la cave locale. Cette année, les premières récoltes déjà maigres, vidées par les tracteurs qui s'enchaînent devant les grandes cuves de la cave, annoncent une perte de 70%. Dans cette zone du littoral audois, "la vigne meurt", résume Frédéric Rouanet, président du syndicat des vignerons du département, qui parle pour cette année de "perte de siècle". Marchant sur la terre craquelée entre les souches chétives, Nicolas Castan s'inquiète du paysage devenu "désertique". Ici, "la réverbération du soleil sur les cailloux l'été donne des températures proches des 45 degrés" tandis que seulement "200 millimètres d'eau sont tombés l'an dernier. Au Sahara, c'est 250 !", s'alarme le vigneron. Dans une situation "psychologiquement et financièrement compliquée", le vigneron compte se reconverter après avoir arraché et vendu, "si possible", une majeure partie des terres héritées de son grand-père, ne gardant "qu'une dizaine d'hectares", dit-il les yeux humides et la voix tremblante. A quelques kilomètres de là, sur fond de cyprès morts et près d'un figuier déplumé, Alain



Gleyzes, président de l'Appellation d'origine contrôlée (AOC) Fitou, est assis au volant de sa machine: il tente de vendanger une de ses vignes. Mais certains raisins, devenus secs, tiennent toujours à leur pédoncule: par manque d'eau, "ils sont tellement petits et légers" qu'ils n'ont pas le poids nécessaire pour tomber face aux vibrations de la machine. Sur ses 65 ha, 35 sont devenus "économiquement inexploitable", dit celui, qui, en 43 ans de métier n'a "jamais vu" une telle sécheresse. "On arrive à la limite de ce que peut supporter le végétal". Face au désastre, "tout le monde parle" de

nouvelles cultures, comme "l'aloë vera ou la pistache", peu consommatrices d'eau, mais un minimum est toujours nécessaire, insiste M. Gleyzes. Dans ce coin est de l'Aude, "on observe un changement climatique très important", "de long cours", mais en accélération "ces cinq dernières années", explique Laurie Schneider, cheffe du service eau et changement climatique à la chambre d'agriculture de l'Aude. Cette année encore, les pluies printanières n'ont pas permis "de rehausser le niveau d'humidité des sols", ni "des nappes phréatiques pour trouver une situation normale",

détaille-t-elle. Dans les Pyrénées-Orientales, département chroniquement le plus sec de France ces dernières années, les viticulteurs sont logés à la même enseigne, face à une pénurie d'eau "de plus en plus sévère", témoigne Patrick Mauran, président de la cave coopérative de Terrassous, au sud de Perpignan, qui enregistre une perte de rendement de 50%. Le 16 septembre, les viticulteurs locaux ont fait part de leur désespoir au préfet. Même les plantes "résilientes" comme les vignes ou les oliviers ont du mal à pousser chez nous", constate M. Mau-

ran. Pour beaucoup de vignerons, l'arrachage est devenu la seule issue possible. Mi-septembre, la France a soumis à la Commission européenne un dispositif doté d'une enveloppe prévisionnelle de 120 millions d'euros, prévoyant une aide à l'arrachage définitif pouvant atteindre 4.000 euros par hectare et qui permettrait de couvrir 30.000 hectares. Mais le délai nécessaire pour l'approbation du plan "n'est pas bon du tout", se lamente Nicolas Castan, qui ajoute, amer: "La viticulture chez nous va disparaître, alors que c'était la principale économie de notre région".

EQUATEUR

La ville de Quito sous les fumées de 5 incendies simultanés

Quito, enveloppée mardi soir par des nuages de cendres et de fumées provenant de cinq incendies simultanés, fait face à une situation "critique", selon le maire de la capitale équatorienne.

INous avons au moins cinq foyers d'incendie" a déclaré Pabel Muñoz sur X, qualifiant la situation actuelle de "critique". L'écu a estimé que le combat contre les flammes "ne se terminera pas dans les prochaines heures, cela se poursuivra certainement toute la nuit". Quelque 14 maisons ont été évacuées par mesure de précaution, a indiqué la municipalité dans un communiqué. Le ministère de l'Éducation a ordonné la suspension des cours en présentiel mercredi dans toute l'agglomération de Quito en raison de la "mauvaise qualité de l'air". De gros nuages de fumée s'échappaient de la périphérie est de la capitale, où se concentraient deux des foyers d'incendie et de nombreuses routes sont coupées, ont constaté des journalistes de l'AFP. Dans le quartier résidentiel de Bellavista, au nord-est de

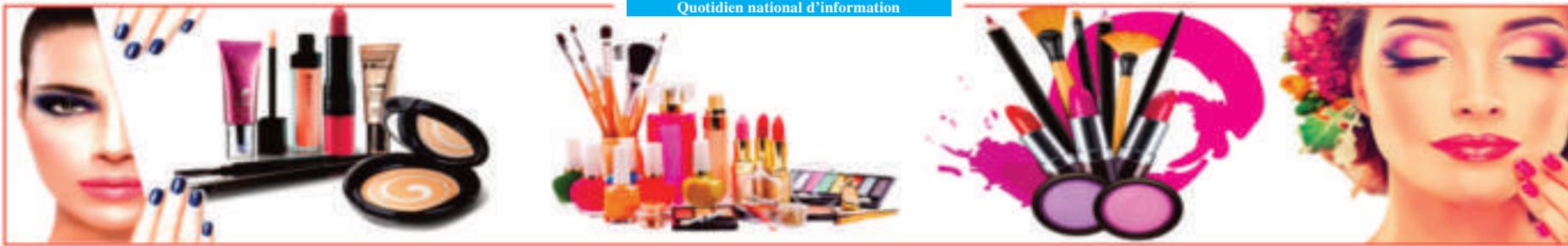


Quito, les habitants ont formé des chaînes humaines pour, ont-ils expliqué, "mouiller la chaussée pour que le feu ne prenne pas". Des personnes âgées quittaient leur domicile avec l'aide de policiers et de soldats, ont rapporté des journalistes de l'AFP. Le président Daniel Noboa

a mobilisé les forces armées. "Les hélicoptères (de lutte contre les incendies) viendront en soutien dès que les pilotes pourront entreprendre leur mission en toute sécurité", a-t-il écrit sur X. "En ce moment, l'ensemble de nos équipes est déployé sur trois incendies: Guapulo, Itchimbia

(deux quartiers du centre-est) et La Forestal (sud)", avaient plus tôt indiqué les pompiers sur X. "En raison de l'incendie de forêt dans le secteur de Guapulo, il y a de la fumée et des résidus de combustion (cendres) dans certains secteurs du district métropolitain de Quito", avaient-ils

ajouté. Des chutes de cendres ont été signalées au nord de la ville et dans le centre historique, patrimoine mondial de l'Unesco. Il y a trois semaines, quatre incendies de forêt avaient déjà recouvert de fumée et de cendres plusieurs secteurs de la capitale et de ses environs, sans toutefois affecter les opérations aéroportuaires. L'Équateur est confronté à sa pire sécheresse en six décennies, ce qui favorise les départs de feux, et entraîne des rationnements en eau et en électricité essentiellement hydroélectrique. Le rationnement électrique tournant, prévu ce mardi, a été suspendu. "Sauf évolution (...) Quito devrait être alimentée en électricité toute la nuit ce soir", a déclaré le maire. Depuis un an, 3.302 incendies de forêts ont été répertoriés, brûlant 37.808 hectares de végétation. Quatorze personnes ont été blessées, 797 sinistrées et 44.742 animaux d'élevage sont morts, selon le rapport publié mardi par le Secrétariat aux risques. Sur les 24 provinces du pays, 20 sont en alerte rouge en raison d'une crise hydrique qui met en péril 40.000 hectares de cultures.



Quels produits utiliser pour prendre soin d'une peau sèche ?

La peau sèche tiraille, démange et présente des squames. La solution pour contrer et apaiser ces désagréments ? Utiliser des soins "cocooning", aux textures riches et formulés à base d'actifs hydratants, nourrissants. Notre sélection de soins visage adaptés aux peaux sèches.

Une peau sèche a essentiellement besoin de retrouver du confort. Ce dernier passe par une hydratation et une nutrition au top. Comment ? En utilisant des crèmes et autres sérums aux formules adaptées, qui permettent, d'une part, de ne pas l'assécher davantage et d'autre part, de la traiter au mieux pour retrouver confort, souplesse et douceur.

QUELS PRODUITS NETTOYANTS UTILISER SUR UNE PEAU SÈCHE ?

Sur une peau sèche, on évite au maximum les produits démaquillants qui se rincent à l'eau, souvent trop desséchante à cause du calcaire qu'elle contient, ou les lingettes démaquillantes - trop abrasives. On mise davantage sur des laits nettoyants doux et des huiles démaquillantes. Si l'on souhaite tout de même utiliser un produit rinçable, on mise sur un pain nettoyant surgras qui n'assèche pas la peau davantage.

PRIORITÉ AUX SOINS HYDRATANTS ET NOURRISSANTS

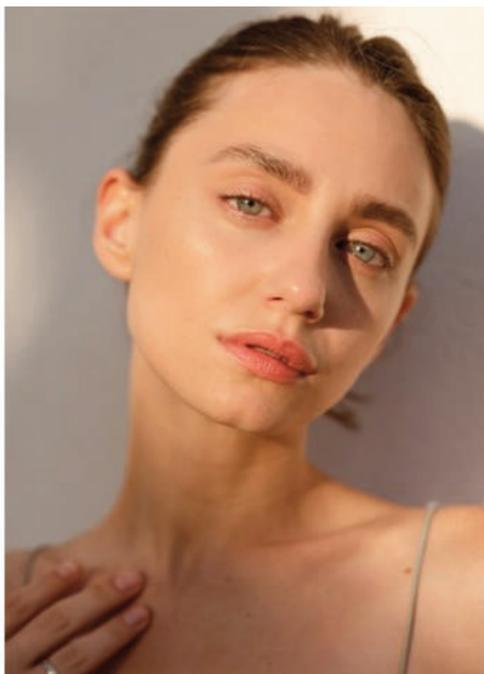
Pour hydrater la peau en profondeur, on utilise des soins - sérum, crème, masque - à base d'actifs hautement hydratants comme l'acide hyaluronique ou la glycérine. Les soins nourrissants, formulés à partir d'huiles végétales spécial peau sèche, de beurre de karité ou de cold cream, sont également excellents pour redonner de la souplesse à la peau, mais aussi retrouver davantage de confort.



Enfin, pendant son sommeil, on n'hésite pas à chouchouter sa peau sèche avec des soins de nuit relipidants, à la texture plus riche et grasse, très efficaces contre les démangeaisons.

Comment maquiller une peau sèche ?

Pour maquiller une peau sèche et sensible sans la torturer, voici quelques règles de base à adopter.



maquiller une peau sèche est tout à fait possible. À condition de bien la préparer, et d'opter pour des produits adaptés qui ne risquent pas d'accroître son dessèchement.

L'exfoliation

Cela peut paraître inadapté à première vue, mais l'exfoliation reste un geste beauté important pour les peaux sèches. À raison d'une fois par semaine

maximum, le gommage visage, réalisé avec un grain doux et souple, permet de débarrasser l'épiderme de ses peaux mortes et lui permet de mieux absorber les actifs des soins qu'elle reçoit. Par ailleurs, ce geste a aussi l'avantage de faciliter l'étape du maquillage du teint, rendant la peau plus lisse et homogène.

L'hydratation

Un geste beauté de base pour tous les types de peaux, mais vital pour les peaux sèches. Impossible d'y déroger : matin et soir sans exception, il est indispensable d'appliquer une crème hydratante riche. Et si cela ne suffit pas, on intensifie l'hydratation à l'aide d'un sleeping mask, que l'on applique au coucher et que l'on laisse poser toute la nuit pour regorger et repulper la peau.

Dans la journée, on n'hésite pas à utiliser une eau thermale en brume, à pulvériser à quelques centimètres du visage, pour lui garantir hydratation et fraîcheur en continu.

Le maquillage du teint

Exit les fonds de teint compacts ou en poudre. Préférer les crèmes hydratantes teintées type BB crèmes, qui feront habilement le job. Et si l'on souhaite un effet plus couvrant, on opte pour un fond de teint fluide et protecteur, doublé d'un soin hydratant et/ou anti-âge, selon nos besoins. Pour pimper son maquillage du teint et rehausser ses pommettes, rien de tel que le blush. Là aussi, on le préférera en crème ou en gel pour éviter l'effet "paquet" disgracieux. Si toutefois on ne possède que des fards à joues en poudre, on veille à bien préparer notre peau avec une bonne base hydratante. Pour terminer et fixer le tout, on utilise une brume fixatrice hydratante et on laisse au placard les poudres matifiantes traditionnelles.

Durant la grossesse, le corps d'une femme enceinte subit d'importants changements. Des modifications physiologiques et hormonales peuvent ainsi être à l'origine de douleurs dans le dos assez importantes. Il est toutefois possible de les prévenir et même de les soulager grâce à certains réflexes quotidiens.

Quand on est enceinte, il n'y a pas que le ventre qui s'arrondit car c'est tout le corps de la future maman qui se transforme. Ces changements, bien que temporaires, peuvent être difficiles à vivre et c'est notamment le cas des maux de dos. Selon l'Ordre Professionnel de la Physiothérapie du Québec, les maux de dos pendant la grossesse ont tendance à se faire sentir entre le cinquième et le septième mois. La douleur est souvent localisée dans la région lombaire (bas du dos) et la région sacro-iliaque (partie postérieure du bassin). Il est possible de ressentir des douleurs à ces deux endroits ou à un seul. Fort heureusement, il existe de nombreuses solutions qui peuvent améliorer cette situation au quotidien, comme le rappelle Baylor Scott & White Health (un système de santé américain). Dans un point d'information dédié, ce dernier précise que « si vous êtes une mère enceinte souffrant de maux de dos, vous n'êtes pas seule. Les maux de dos pendant la grossesse sont très fréquents mais vous disposez d'options pour vous sentir plus à l'aise et trouver un certain soulagement. Il est très rare que les maux de dos qui surviennent pendant la grossesse se transforment en maux de dos chroniques après l'accouchement. »

Maux de dos pendant la grossesse les conseils pour les soulager



Comment soulager les maux de dos pendant la grossesse ? Pour la santé de l'enfant et de la mère, la prise de médicaments devrait être évitée au cours de la grossesse, sauf

traitement prescrit par un professionnel de santé. Jusqu'au 5ème mois, les anti-inflammatoires ne sont prescrits qu'en cas de nécessité absolue et sur une très courte durée. À partir du 6ème mois, la grossesse est une contre-indication absolue à la prise d'anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) utilisés pour soulager la fièvre et les douleurs. L'Assurance maladie insiste sur le fait que toute automédication même ponctuelle avec cette famille de médicaments est contre-indiquée pendant la grossesse et ce alors que certains AINS peuvent être délivrés sans ordonnance. Le constat est le même pour le Baylor Scott & White Health : « certains médicaments et traitements contre les maux de dos sont limités pendant la grossesse, c'est pourquoi la plupart des recommandations pour soulager les maux de dos sont des mesures simples que vous pouvez suivre à la maison. Si votre mal de dos devient grave, parlez-en à votre médecin. Vous ne devriez prendre aucun médicament sans lui en parler d'abord, y compris les médicaments anti-inflammatoires, tels que l'ibuprofène et l'aspirine. »

6 astuces pour un dos en bonne santé pendant la grossesse
Concentrez-vous sur votre dos avant la grossesse

Lorsque cela est possible, remettez votre dos en pleine forme avant la grossesse. En commençant votre grossesse avec des muscles du dos et du tronc forts, votre corps sera mieux préparé à assumer le stress supplémentaire qui accompagne la grossesse. Vous avez le choix entre plusieurs pratiques : yoga, Pilates, barre au sol... Si vous avez déjà souffert de maux de dos chroniques, parlez-en à l'avance à votre médecin ou à votre obstétricien afin d'être mieux préparé à prendre soin de votre dos tout au long de votre grossesse.

Prenez soin de vous

Prendre soin de soi pendant la grossesse est différent selon les personnes. Il est dans tous les cas important de prendre des périodes de repos, l'occasion de bien respirer afin de soulager vos tensions. Trouvez des moyens de vous sentir à l'aise et détendu, comme des techniques de relaxation ou un massage prénatal. Réduire le stress aide à soulager les tensions dans les muscles de votre dos.

Pratiquez de l'activité physique et des étirements

Garder les muscles du tronc (thorax, abdomen et bassin) et du dos renforcés et faire de bons exercices d'étirement sont d'excellents moyens de soutenir votre santé pendant la grossesse. Demandez à votre médecin quelles activités sont sans danger pour vous, mais certains exercices à considérer incluent

le yoga prénatal, la natation, la marche ou les étirements du plancher pelvien.

A découvrir également : Quelles vitamines pour une femme enceinte ?

Faites attention à votre posture

Il est courant de perdre une partie de votre posture naturelle pendant la grossesse, vous devrez donc peut-être vous concentrer sur le maintien de votre centre de gravité aussi près que possible de votre colonne vertébrale. Les bonnes règles de posture, comme ne pas s'affaler lorsque vous êtes au téléphone ou à l'ordinateur, sont toujours importantes à suivre pendant que vous êtes enceinte.

Changez de position de sommeil

Surtout pendant la grossesse, vous pourriez avoir besoin d'un soutien différent pendant votre sommeil. Les médecins recommandent généralement de dormir sur le côté et d'essayer de garder votre colonne vertébrale dans une position neutre autant que possible, ce qui signifie qu'elle est droite depuis le cou jusqu'aux hanches. Il peut être utile d'utiliser des oreillers pour soulever un peu vos jambes ou soutenir votre corps.

Soulevez correctement

Tout comme votre posture, un bon « levage » est aussi important pendant la grossesse que lorsque vous n'êtes pas enceinte. Limitez les tâches qui vous obligent à vous pencher en avant, surtout dans les derniers mois de la grossesse lorsque votre centre de gravité est différent. Si vous avez besoin de soulever quelque chose, accroupissez-vous, pliez les genoux et gardez la colonne vertébrale droite.

LE MEDIATEUR MAGHREBIN
Quotidien National d'information
www.lemediateurmaghrebain.dz
Quotidien national d'information
édité par sarl dihia lilialam

Directeur de publication

Mesbah Hafid

Directeur Administratif

Chabane Nassim

Rédacteur en Chef

Keddouh Mohand Seghir

Directeur technique

Hamadi Lyes

Adresse Email:

lilialamsarldihia@gmail.com

Adresse:

N°72 oued tarfa 1^{er}
étage lot N°20 draria Alger

Nombre de tirage :

2000

PUBLICITÉ

« Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.

Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45

020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression

Simpral

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.



Alger	27°	17°
Oran	28°	19°
Annaba	28°	19°

HORAIRES DE PRIÈRES À ALGER

Fajr	05:05
Sunrise	06:38
Dhuhr	12:39
Asr	16:04
Maghrib	18:40
Isha	20:03

DGDSE

Le nouveau DG installé dans ses fonctions

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, hier, au nom du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, l'installation officielle du Général Rochdi Fethi Moussaoui, dans les fonctions de Directeur Général de la Documentation et de la Sécurité Extérieure en remplacement du Général-Major Mehena Djebbar, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Au nom de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et conformément au décret présidentiel du 19 septembre 2024, j'installe officiellement le Général Rochdi Fethi Moussaoui, dans les fonctions de Directeur Général de la Documentation et de la Sécurité Extérieure, en remplacement du Général-Major Mehena Djebbar. Aussi, je vous ordonne de travailler sous son autorité et d'exécuter ses ordres et instructions dans l'intérêt du service, conformément au règlement militaire et aux lois républicaines en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution", précise la même source. Cette occasion était une opportunité que le Général d'Armée a saisie pour "dispenser aux cadres de cette Direction un ensemble d'instructions et d'orientations afin de continuer à consentir davantage d'efforts au service de l'Algérie et pour préserver ses intérêts suprêmes, les exhortant à soutenir leur nouveau Chef et l'assister dans l'accomplissement de ses missions, en s'engageant totalement et fidèlement à s'acquitter des missions dévolues avec toute la rigueur et la persévérance nécessaires", note le communiqué. Monsieur le Général d'Armée "a salué les qualités du Général-major Mehena Djebbar et les rôles importants



qu'il a tenus au sein de l'institution militaire, comptant parmi ceux qui ont consacré leur vie au service de la Nation et à la défense de la République, en ce qu'il a assumé comme responsabilités avec succès et maîtrise, faisant preuve, tout au long de son parcours professionnel, de hautes

compétences, d'un professionnalisme avérés et une grande capacité à traiter minutieusement les différents dossiers". Par la suite, Monsieur le Général d'Armée a supervisé la cérémonie d'approbation du procès-verbal de passation de consignes, conclut le communiqué du MDN.

Béni-Abbès La wilaya dotée prochainement d'un aéroport international



La wilaya de Béni-Abbès sera dotée prochainement d'un nouvel aéroport de dimension internationale, dans le but de développer le transport aérien dans cette région du Sud-ouest du pays, a-t-on appris hier du directeur local du secteur des Transports, Abdelmadjid Salmi. "Suite à l'approbation par le Premier ministre Nadir Larbaoui de l'inscription pour l'exercice 2024 d'une opération portant sur les études techniques pour la construction d'un aéroport international dans la zone de Z'ghmara (30 km du chef-lieu de wilaya), que les procédures ont été entamées pour les études précédant le lancement des travaux de cette infrastructure aéroportuaire", a-t-il affirmé. C'est l'établissement de gestion des services aéroportuaires d'Oran (EGSA Oran) qui sera chargé de la réalisation de ces études techniques", a précisé M. Salmi. Pour le lancement de ces études techniques, une récente séance de travail, présidée par le wali de Béni-Abbès, Djamel Hashas, s'est tenue au siège de la wilaya, en présence de l'ensemble des secteurs concernés par cet important projet, pour lever les contraintes techniques et administratives pouvant retarder cette opération, ont indiqué les services de la wilaya. Une assiette foncière de 3.430 hectares est déjà dégagée par la wilaya pour la réalisation de cette infrastructure de transport aérien dans la zone de Z'ghmara, en proximité de la RN-6A reliant le Sud-ouest au Nord du pays, selon la direction des Transports de la wilaya. En plus du développement du transport aérien (voyageurs et fret) ainsi que du désenclavement total de cette région du Sud-ouest, ce projet d'aéroport de dimension internationale donnera un véritable élan aux activités touristiques dans la wilaya de Béni-Abbès dont la vocation touristique est établie tant à l'échelle nationale qu'internationale, estiment les services de la wilaya.

Présidence de la République Les DG de l'APS et de TDA toujours en poste

Les Directeurs généraux de l'agence Algérie Presse Service (APS) et de l'Etablissement public de Télédiffusion (TDA) sont toujours en poste et ils donnent satisfaction dans l'exercice de leur fonction, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale de la communication de la présidence de la République. "La Direction générale de la communication de la présidence de la République précise que les directeurs généraux de l'agence Algérie Presse Service (APS) et de l'Etablissement public de télédiffusion (TDA) sont toujours en poste et qu'ils donnent satisfaction dans l'exercice de leur fonction", lit-on dans le communiqué.

Bilan du MDN

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), ont, durant la période allant du 18 au 24 septembre, abattu deux terroristes et arrêté douze éléments de soutien aux groupes terroristes, indique un bilan opérationnel rendu public hier par le ministère de la Défense nationale (MDN).

Deux terroristes abattus et 12 éléments de soutien arrêtés

Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont exécuté durant la période du 18 au 24 septembre 2024 plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", précise le communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste un détachement de l'Armée Nationale Populaire a abattu (02) terroristes et a récupéré un (01) fusil semi-automatique de type Simonov et d'autres objets et ce, lors d'une opération qualitative à Tébessa". Dans le même contexte, et grâce aux efforts des unités de l'Armée Nationale Populaire, le terroriste dénommé Ouled El Bekkay Mohamed dit --Hamma--, s'est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en sixième Région militaire, en sa possession un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont arrêté (12) éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, "des détachements combinés de l'ANP ont intercepté en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, (30) narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de (11) quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (13,21) kilogrammes de cocaïne et (862 398) comprimés psychotropes ont été saisis", ajoute la même source. A Tamanrasset, Bordj Baoji Mokhtar, In Salah et Tindouf,



des détachements de l'ANP ont arrêté (237) individus et saisi (17) véhicules, (92) groupes électrogènes, (49) marteaux piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". De même, (15) autres individus ont été arrêtés et un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, (05) pistolets automatiques, (10) fusils de chasse (76 730) litres de carburants, (68) quintaux de tabac ainsi que (386) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national. Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales des tentatives d'émigration clandestine de (176) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (288) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", souligne le communiqué du MDN.